



**ÉDITO**  
@defibrilators

**VANIK BERBERIAN**  
**Président AMRF**

## **Le vent tourne**

*Depuis plusieurs mois, les événements inédits que traverse le pays auront été l'occasion d'une très large et libre expression. Pour ne revenir que sur ce qui concerne nos centres d'intérêts, je retiens deux éléments majeurs : la reconnaissance des atouts que porte le monde rural et le rôle irremplaçable de la commune et, à travers elle, celui des élus continuellement à son service et singulièrement les maires, dont un récent sondage rappelle, une fois encore, combien les citoyens y sont fortement attachés.*

*Mais osons le constat de considérer que cette prise de conscience partagée par le plus grand nombre est finalement le résultat d'une profonde remise en cause de ce qui a été, des décennies durant, la suprématie d'une pensée technocratique sur une vision pragmatique de terrain.*

*Cette pression constante d'une minorité autoproclamée, « autorisée » dans certaines instances administratives et politiques, a finalement corseté le pays dans une forme d'inertie.*

*Et comme si cela ne suffisait pas, ils ont imposé sans vergogne une trajectoire de concentration des pouvoirs et des moyens, selon une organisation pyramidale, à contresens d'un discours mettant en exergue pour objectifs majeurs, la déconcentration et la décentralisation.*

*Ce monstre apparemment bicéphale ne pouvait perdurer plus longtemps sans être, un jour ou l'autre, démasqué, et acculé à reconnaître son imposture.*

*Les lois Maptam et NOTRe auront finalement incarné l'apologie ultime de cette doctrine.*

*Allez, un peu de courage politique bon sang ! Il faut maintenant transformer ces légers frémissements de remise en cause des aberrations de ces textes que le Gouvernement distille avec parcimonie, et en corriger sans hésiter les conséquences néfastes pour les territoires et la démocratie.*

*Sauf que le Gouvernement seul ne pourra rien changer (sous réserve qu'il en ait l'intention) sans une révolution culturelle de tous.*

*Sans être exhaustif, parce que cela est impossible, les questions d'eau et d'assainissement, de santé publique, d'objectifs et de gouvernance des intercommunalités, de statut de l'élu, comme le développe fort justement Pierre-Yves Collombat dans ce numéro, les échanges musclés entre élus et cadres des structures territoriales, etc. sont autant de signes que le politiquement correct s'estompe enfin au profit d'une véritable transformation des manières d'être et de faire.*

**Il était temps !**